

Extrême droite

11

International

12

Histoire

14

Sport

15

**AfD: la mauvaise
mémoire n'est pas
le problème**

**États-Unis: DSA à la
croisée des chemins**

**Jura: que faire
de la Constitution?**

**À Gaza, la Suisse
joue le jeu
d'Infantino**

Édito

Manifestons contre la violence d'État!

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'asile en 1981, aucune base légale n'aura connu tant de révisions, toujours dans le sens d'une réduction des droits des personnes. Une procédure d'asile ressemble aujourd'hui à une « traque à l'abus » : face au Secrétariat d'État aux migrations, les personnes exilées doivent prouver leurs dires, ne pas faire d'erreurs, répondre aux demandes sans faillir, quelle que soit leur situation personnelle, de santé ou de famille.

La Conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga a lancé la dernière révision de la loi sur l'asile en 2019, instituant un passage obligé en centre fédéral d'asile durant quatre mois, afin de faciliter, d'augmenter et d'accélérer les renvois.

Le Conseiller fédéral socialiste Beat Jans a lancé en mars 2024 une « procédure 24 heures » afin de renvoyer en quelques jours les personnes provenant de certains pays (en particulier du Maghreb), en se penchant à peine sur leurs motifs de persécution. Le ton est donné, d'autant plus scandaleux qu'il provient d'élus se réclamant d'une assise « socialiste ».

Du côté de l'Union Européenne, le mois de juin a vu démarrer le pacte européen sur la migration et l'asile qui accroît ➔

COMBATTRE
L'ANTISIGANISME

Votations

3

LA DROITE N'A PAS DIGÉRÉ L'AMÉLIORATION DE L'AVS

les contrôles, l'enfermement et la criminalisation des personnes qui cherchent à entrer en Europe ou à se déplacer à l'intérieur du continent. La police chargée de gérer ces frontières est l'agence Frontex, dénoncée à plusieurs reprises pour des atteintes aux droits fondamentaux, ce qui n'empêche pas les États de continuer à la financer généreusement. Son budget est passé de 6 à... 1200 millions d'euros entre 2005 et 2026.

La Suisse participe à ce pacte et a déjà annoncé les éléments qu'elle entend reprendre : filtrages et contrôles, renvois « Dublin » accrus (y compris pour des mineur·exs non accompagné·exs), etc.

La « Stratégie Asile » 2027 prévoit de se « délester » d'un maximum de demandes avant même d'avoir à les écouter.

Ce serrage de vis continu profite à l'extrême droite, qui distille son venin raciste, alimenté par des statistiques tronquées : ne pas détenir les bons papiers constituant une infraction (à la loi sur les étrangers), celles-ci se cumulent et gonflent les statistiques. Un petit tour de passe-passe et il devient facile de prétendre que « la grande majorité des étrangers commettent de délits », alors que la plupart n'ont juste pas répondu aux critères étriés de nos lois racistes.

De son côté, la droite bourgeoise y tire aussi son bénéfice, en conservant une armée de réserve de travailleur·sexs précarisé·exs par leur statut légal.

Ces atteintes aux droits fondamentaux, ces exclusions et ces exploitations sont intolérables ! La résistance doit s'organiser collectivement : la répression contre les personnes en exil n'est qu'une extrémité du continuum de violence qui s'intensifie, produit par un système qui refuse d'être contesté, dénoncé, renversé.

Refusons les attaques continues contre le droit d'asile, la tendance croissante à la répression, la criminalisation, la détention des personnes en mouvement et plus généralement ces politiques suisses de fermeture, de repli et d'exclusion !

Rendez-vous samedi 26 septembre à 14 h à Berne à la grande manifestation « Entre nous pas de frontières », appelée par Solidarité sans frontières et soutenue par plus de 90 organisations.

Aude Martenot

AGENDA

National

SA 26 SEPT
MANIFESTATION « ENTRE NOUS, PAS DE FRONTIÈRES »
14h Schützenmatte, Berne

Genève

ME 30 SEPT
ASSEMBLÉE CITOYENNE « APRÈS LA MANIF, QUELLES SUITES ? »
18h30 Université Ouvrière de Genève
Org.: Coalition « Pas d'étés à 50°C! »

NATIONAL

MANIFESTATIONS

« PAS D'ÉTÉS À 50°C! »

Pour que toutes les vies soient protégées, en particulier les plus vulnérables.

Pour une transformation en profondeur du système économique.

Pour que l'urgence climatique soit traitée en priorité absolue.

GENÈVE

Sa 19 sept.

14h Parc des Crottes

LAUSANNE

Sa 19 sept.

14h Place de la Riponne

FRIBOURG

Di 20 sept.

17h Porte de Morat

NEUCHÂTEL

Ve 3 oct.

18h Gare

NATIONAL OCTOBRE

L'ÉCOCIDE CAPITALISTE

solidaritéS accueille Alain Bihr pour une série de conférences-débats autour de son livre *L'Écocide capitaliste* (Syllepse, 2026).

Dans ce livre, Alain Bihr démontre en quoi les principaux aspects des rapports capitalistes de production sont écocidaire. Il met en évidence

le caractère à la fois continu (cumulatif) et discontinu (marqué de seuils et de sauts) de ce processus. Engendré par l'économie capitaliste, l'écocide planétaire agit en retour sur cette dernière pour en aggraver la crise structurelle actuelle, la transformant en une crise systémique.

LAUSANNE

ma 29 sept.

19h Lieu à confirmer

NEUCHÂTEL

me 30 sept.

12h15 Espace Tilo Frey

LA CHAUX-DE-FONDS

me 30 sept.

20h ABC

GENÈVE

je 1^{er} oct.

18h30 Uni-Mail (salle MS130)

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·icex, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS !
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



SA 3 OCT
MANIF POUR LA PALESTINE
« Trois ans de génocide et de nettoyage ethnique »
14h Zone piétonne du Mont-Blanc

MA 8 SEPT
GRANDE ASSEMBLÉE DE PRÉPARATION ET DE MOBILISATION POUR LA GRÈVE FÉMINISTE DU CARE DU 14 JUIN 2027
Devant le Grand Conseil
18h UOG, place des Grottes

Vaud

VE 25 & SA 26 SEPT
FORUM CRITIQUE DU CARCÉRAL
Tables rondes, ateliers et film
Pôle Sud, Lausanne

Impressum	Tirage
Éditeur	5 000 exemplaires
Journal solidaritéS	17 n° par an
Case postale 2089	Comité éditorial
1211 Genève 2	Nadia Badoui
T +41 22 740 07 40	Clément Bindschadler
E journal@solidarites.ch	Antoine Dubluis
W solidarites.ch/journal	Aude Martenot
	Guillaume Matthey
	Noémie Rentsch
	José Sanchez
	Leon Volet
	Relecture
	luna Allou
	Pierre Conscience
	Nathalie Delbrouck
	Anouk Essyad
	Louise Gohry
	Dominique Matthey
	Pierre Raboud
	Zélie Stauffer
	Frédérique Wos
	Maquette et mise en page
	Nils Wehrmann
	Couverture
	Photo: Eric Roset (fête de l'insurrection gitan, Paris, 16 mai 2026)
Abonnements	fr. 80
Animal	40
Étudiant·es, chômeur·seuses, AVS/Al...	150
3 mois à l'essai	Gratuit!
Pour payer:	CCP 17-216950-1
	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demander d'abonnement et changements d'adresse:	abos@solidarites.ch
Contacts régionaux du mouvement	
Genève	25, rue des Gares
Case postale 2089	
1211 Genève 2	
T +41 22 740 07 40	
E info@solidarites.ch	
W solidarites.ch/genève	
Neuchâtel	Case postale 3105
2001 Neuchâtel	
T +41 79 473 83 81	
E ne@solidarites.ch	
W solidarites.ch/ne	
Vaud	5 place Chaudron
1003 Lausanne	
T +41 79 402 28 74	
E voud@solidarites.ch	
W solidarites.ch/vaud	

LA DROITE N'A PAS DIGÉRÉ L'AMÉLIORATION DE L'AVS

Lors de la campagne en faveur de la 13^e rente AVS, l'USS défendait un financement par cotisations. La faïtière syndicale vient de retourner sa veste devant la bourgeoisie, sans même chercher à créer un rapport de force. Entretien avec notre camarade Anouk Essyad pour comprendre les enjeux de la votation du 29 novembre.

Les chambres fédérales ont décidé à une petite majorité le mode de financement de la 13^e rente AVS, qui commencera à être versée cette année. Cela passera par une augmentation du taux de TVA (de 8,1 % actuellement à 8,5 %). Modification qui doit être soumise au vote populaire. Quel que soit le résultat de cette votation le 29 novembre, la 13^e rente sera versée. Le débat sur son financement traverse le mouvement syndical.

L'assemblée extraordinaire des délégué·es de l'Union syndicale suisse (USS) du 20 août 2026 a décidé d'approuver le financement de la 13^e rente par

l'augmentation de la TVA par 81 votes contre 19. Questions à Anouk Essyad, qui a activement participé à cette assemblée comme représentante de l'Union syndicale fribourgeoise et membre du Syndicat des services publics (SSP).

Durant la campagne de votation pour la 13^e rente AVS, l'USS et la gauche défendaient un mode de financement par cotisations ordinaires, présenté comme fiable, et non pas basé sur une hausse de la TVA. Peux-tu donner les principaux arguments de cette option ?

L'Assurance Vieillesse et Survivant·es (AVS), introduite au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est

financée par des cotisations sociales, à un taux paritaire entre les salarié·es et le patronat : les employé·es cotisent 4,35 % de leur salaire pour l'AVS et les employeurs y versent une somme équivalente. C'est pour cela que l'on parle de salaire différé ou de salaire socialisé, et non de charges ou de taxes. Le comité de l'USS a raison lorsqu'il présente l'AVS comme le résultat de la grève générale de 1918 ! C'est une conquête importante du mouvement ouvrier.

Par contraste, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est profondément antisociale : elle ne tient pas compte du revenu, puisqu'elle est appliquée uniformément à tous les biens de consommation. Et comme

les classes populaires consacrent proportionnellement une part plus importante de leurs revenus à la consommation, elles sont davantage touchées par une hausse de la TVA. C'est un impôt caché profondément antisocial. Payer la 13^e rente par une hausse de la TVA consisterait, pour les retraité·es à faible revenu, à prendre par la main droite une partie de ce qui a été concédé de la main gauche.

Il y a donc à la fois un enjeu immédiat et un enjeu idéologique à défendre le financement par les cotisations sociales : s'assurer que cette victoire sur la 13^e rente en soit effectivement une, en préservant le pouvoir d'achat des classes populaires, et défendre le modèle d'une retraite solidaire.

Au parlement, la solution « mixte » (financement paritaire et hausse de la TVA) issue d'un premier compromis a été finalement refusée en faveur de la seule hausse de la TVA à 8,5 %. Quelles étaient les motivations de ces deux options ?

La bourgeoisie n'a pas digéré l'affront qu'a constitué cette victoire de la 13^e rente. Après 40 ans de batailles défensives, sur lesquelles nous avons en grande partie perdu (AVS21, RFFA, hausse démentielle des primes d'assurances maladie rendue possible par le pouvoir politique des assurances privées, etc.), le mouvement ouvrier a conquis un nouveau droit ! Or, comme ce qu'il s'était passé avec l'initiative sur les soins infirmiers forts, le Parlement largement dominé par la droite patronale s'est attelé à détricoter tout ce qui pouvait l'être.

Pour la 13^e rente, il y a la volonté de nous faire payer (littéralement) notre propre victoire et d'éviter qu'elle ne se reproduise. Il y a une volonté d'humiliation de notre camp. Et au-delà de cet enjeu politique et stratégique, le bloc bourgeois veut évidemment éviter toute hausse des cotisations sociales, puisqu'elles se traduisent par un transfert de richesses du capital vers le travail.

En juin 2026, le président de l'Union syndicale suisse Pierre-Yves Maillard expliquait encore que le financement de la 13^e rente n'était pas un problème et qu'il fallait tenir l'engagement de la financer uniquement avec une petite hausse des cotisations. Pourquoi le revirement lors de l'Assemblée des délégué·es de l'USS d'août ?

Je pense que cela tient à un déplacement du centre de gravité de l'USS des lieux de travail – où il devrait être – vers le parlement. ➔

Pierre-Yves Maillard (au centre) a déclaré en juin que « [lors de la campagne sur la 13^e rente] nous avons prévu un financement conforme à l'histoire de l'AVS, c'est-à-dire par les cotisations salariales ». Célébration de la victoire sur la 13^e rente, 3 mars 2024.



Le 5 juin 2026, soit au tout début de la session parlementaire, Mailard avait tout intérêt à défendre cette position – à laquelle je sous-cris évidemment – pour tenter de construire un rapport de force avec la droite patronale et négocier des cacahuètes (la solution mixte que tu évoquais). Mais cette stratégie est une impasse, tous les exemples récents le montrent : sans rapport de force construit sur les lieux de travail et dans la rue, la bourgeoisie n'acceptera jamais d'elle-même un transfert de richesse du capital vers le travail.

En particulier, est-il réellement urgent de proposer un nouveau financement avec les excédents et les fonds de réserve actuels ?

Non, et la position de l'USS est très grave, car elle accrédite l'idée bourgeoise que l'AVS serait au bord du gouffre, ce qui nécessiterait des contre-réformes, comme une augmentation de l'âge de la retraite. Or, d'une part, l'augmentation de l'âge de la retraite est une véritable obsession de la bourgeoisie, qui n'a pas attendu de connaître notre position sur le financement de la 13^e rente pour la présenter comme indispensable. D'autre part, l'AVS a fait 5,632 milliards de bénéfices en 2024 et 4,445 milliards en 2025, près de 10 milliards en 2 ans ! Comme l'a calculé Agostino Soldini, secrétaire central du SSP, le bénéfice de ces deux seules années est ainsi supérieur à ce que rapporterait cette hausse de la TVA en six ans (avec une projection de 1,5 milliard par année) !

Un refus de la hausse de la TVA en novembre ne serait-il pas un meilleur signal pour montrer une résolution et préparer la bataille contre une future hausse de l'âge de la retraite agitée par le bloc bourgeois ?

Oui, la position prise par l'USS revient à se désarmer complètement pour les batailles à venir, à accepter cette humiliation et cette arrogance patronale. Comme je l'ai dit lors de l'assemblée des délégué·es, comment construire des mobilisations sur les lieux de travail – notamment la grève du care du 14 juin 2027 – si, dans le même temps, nous défendons les arguments du patronat et applaudissons notre propre défaite ?

Pour cette raison, solidarités défendra également un *non* de gauche à cette hausse de la TVA !

Propos recueillis par José Sanchez



Rassemblement devant l'Université de Genève contre la hausse des taxes d'études, 1^{er} octobre 2025

Éducation

Votations

Austérité

Genève

FINANCER SON ÉCOLE À LA PLACE DE L'ÉTAT

Fin septembre, la population genevoise est appelée à voter sur les coupes prévues dans le budget de la HES-SO. Ce n'est pas une nouveauté dans l'espace de l'éducation supérieure helvétique, qui suit une profonde mutation depuis des décennies déjà. Retour sur le temps long pour mieux l'appréhender.

En 2024, le Comité gouvernemental de la HES-SO – son organe d'orientation politique, composé des Conseiller·es d'État de tous les cantons où elle est implantée – décidait d'une hausse massive des taxes d'études (40 % pour les nationaux·ales, de 500 à 750 francs; 110 % pour les étranger·es, de 500 à 1050 francs). La Conseillère d'État Anne Hiltbold en avait alors profité pour réduire le budget genevois à la HES-SO de 2 millions de francs par année, soit 6 millions sur la période 2025–2028. Après l'aboutissement du référendum contre ces coupes, la population genevoise est appelée à trancher.

Les HES et leur fonctionnement

Créées juridiquement en 1995, les HES suisses sont doublement vassalisées aux gouvernements fédéraux et cantonaux qui déterminent leur enveloppe budgétaire dans un mélange fédéraliste Confédération-Canton. Leur orientation stratégique/

politique globale est déterminée par le Conseil fédéral et leur orientation politique locale (en tant qu'institutions spécifiques) est déterminée au niveau intercantonal par le Comité gouvernemental et au niveau cantonal par les « Contrats de prestations » qui permettent aux gouvernements de fixer eux-mêmes les prestations à fournir par les HES (et les budgets associés).

Les coupes actuelles

L'augmentation des taxes d'études puis la réduction du budget du canton de Genève visent à transférer une partie des coûts de l'État vers les étudiant·es.

Puisque le financement étatique est basé sur l'impôt (progressif), il permet une répartition plus égale des coûts de ce domaine au sein de la population. La logique (de classe) d'Anne Hiltbold consiste au contraire à réduire l'aide étatique et à reporter les pertes budgétaires sur les étudiant·es, tandis que, selon le comité référendaire, des services

disparaîtront. Contrairement à l'impôt, l'augmentation des taxes touche indistinctement les plus riches et les plus modestes...

Une longue et unique érosion

Si le fédéralisme suisse a tendance à individualiser les coupes à chaque institution, c'est tout l'enseignement supérieur suisse qui se voit progressivement raboté. Des projets similaires ont déjà été réalisés (triplement des taxes d'études pour les étranger·es à l'EPFL en 2025) ou sont en préparation (notamment à l'UNIGE).

Au niveau des HES, le Conseil fédéral prévoit des coupes à hauteur de 460 millions de francs pour 2027. Malgré des rythmes différents, toutes les institutions sont touchées par un même mouvement de fond néolibéral.

Il faut donc combattre chaque coupe tout en unissant les résistances étudiantes. Ce 27 septembre, votez un grand *non* à la réduction budgétaire de la HES-SO !

Clément Bindschaedler

UN AUTRE BUDGET EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE!

Après le succès de la brochure « L'austérité n'est pas une fatalité », le GT Budget s'est attelé, cet été, à la rédaction d'un contre-budget. Après la critique du projet d'austérité du Conseil d'État genevois, voici notre proposition! Le document est disponible sur notre site internet ou en version papier à notre local.

Au début de l'année 2026, plusieurs militant·exs de solidaritéS Genève ont créé un groupe de travail sur les finances publiques de l'État genevois. En réaction aux coupes drastiques annoncées – notamment issues du rapport Zuin – nous avons pris le parti de créer du contenu d'information et d'analyse pour sortir du piège de l'austérité permanente tendu par la droite et l'extrême droite.

En juin dernier, peu après la publication du rapport Zuin, nous avons sorti notre brochure « L'austérité n'est pas une fatalité », avec l'objectif de décrypter les mécanismes de la politique des caisses vides afin d'offrir un point d'appui technique et théorique pour permettre au plus grand nombre de contrer le discours austéritaire porté par l'État, le patronat et les médias.

Après la critique, les propositions

Les retours très positifs sur cette brochure nous ont poussé à entreprendre un projet plus large, pas seulement critique mais prospectif, celui d'un contre-budget. Pendant l'été, nous sommes allé·exs chercher auprès de militant·exs du plus grand nombre de secteurs possibles des chiffres et des retours d'expérience afin de rassembler les informations nécessaires à la création d'un vrai budget capable de répondre aux urgences sociales, écologiques et féministes.

Il n'a pas été possible de couvrir toutes les politiques publiques de l'État, par manque de données ou de temps. Certains secteurs sont par ailleurs sinistrés par des années de coupes et un seul budget annuel ne suffirait pas pour commencer à répondre aux besoins du personnel et de la population.

Nous faisons des propositions concrètes : de nouveaux postes dans la santé, l'éducation, l'aide sociale et la protection de l'enfance, la prise en charge des frais dentaires et optiques ainsi que des taxes d'études, l'ouverture de nouveaux foyers, la mise en place d'un congé prénatal, le renforcement des structures d'éducation spécialisée, etc.

Sur la bifurcation écologique, même si une grande partie du travail d'atténuation et d'adaptation vis-à-vis du changement climatique doit s'étaler sur plusieurs années, nous proposons des mesures pour accélérer radicalement le rythme de rénovation des bâtiments, favoriser le report modal vers les transports en commun et le vélo et adapter nos villes aux effets du réchauffement.

La Genève international(ist)e

Nous avons également travaillé sur la dimension internationaliste de ce budget, en proposant d'al-

louer au moins 2,7 % à l'aide au développement et à la responsabilité internationale.

Plus de 20 % des recettes fiscales genevoises proviennent du secteur du négoce, de multinationales écocidaire. La fabuleuse « prospérité » genevoise est bâtie, plus encore que dans le reste de la Suisse, sur le pillage et l'accumulation des richesses du Sud global, dont une fraction seulement est reversée en impôts locaux. Ces recettes, nous ne voulons pas les préserver pour mieux les partager entre nous. Nous voulons que ces activités destructrices reculent, pour des raisons de justice sociale autant que d'urgence climatique. Cela aura un coût réel : moins de négoce, c'est structurellement moins de recettes pour le canton. L'État ne manquera pas d'en faire un prétexte à l'austérité. Il faut anticiper ce narratif et faire peser la charge de ce changement de société sur les entreprises capi-

talistes, non sur la population. La vraie question n'est pas de préserver cette assiette fiscale, mais de penser dès maintenant la répartition juste, efficace et collective de ce qu'il en restera.

L'argent est là (dans les poches du patronat)

Enfin, il a fallu aller chercher les recettes nécessaires pour financer ces mesures. La question n'est pas de savoir si elles existent, mais où elles se trouvent et où elles doivent être investies pour financer les besoins collectifs. À travers quelques mesures faciles à mettre en œuvre comme la taxation progressive des entreprises, des héritages et des résidences secondaires ou la suppression des forfaits fiscaux, on peut trouver des sommes importantes et les mettre rapidement au service de la population et du personnel.

Nous ne sommes pas dupes : un budget cantonal ne peut pas être révolutionnaire et ne peut pas changer la société ni les rapports de pouvoir qui la structurent. Mais il peut servir à montrer qu'une autre voie est possible quand on fait passer les besoins humains et environnementaux avant l'accumulation du capital.

Ce contre-budget est un point d'appui pour ouvrir des perspectives et construire le rapport de force, remporter des victoires, sortir une bonne fois pour toutes d'une austérité dévastatrice et commencer à bâtir l'avenir solidaire, écosocialiste, antiraciste, féministe et internationaliste dont nous avons besoin.

Roman Gobet

Contre-budget consultable sur solidarites.ch/geneve/contre-budget

Présentation du contre-budget, local de solidaritéS, 15 septembre 2026



ENCORE UN BUDGET AUSTÉRITAIRE

Le conseil d'État vaudois a présenté son budget 2027 le 14 septembre. Au programme : un budget déficitaire, une volonté de rigueur budgétaire et des coupes dans les services publics.

Le budget 2027 présente un déficit de 356 millions de francs, alors même qu'il ne tient pas compte d'une éventuelle victoire de l'initiative « 12 % » qui vise à baisser les impôts sur le revenu et la fortune.

Si les coupes sont moindres par rapport au budget 2026, signe que l'exécutif souhaite éviter un nouvel automne de grèves et de mobilisations, l'horizon reste bien celui de l'austérité et du démantèlement des services publics. Ainsi, toutes les coupes adoptées lors des années précédentes sont reconduites.

Par ailleurs, le Conseil d'État ne prévoit aucune indexation des salaires et le budget 2027 consacre le plus faible taux de création de nouveaux postes de toute la législature.

IA et experts en coupes

La présentation de l'exécutif est particulièrement cynique : l'austérité serait inéluctable, car nécessaire pour respecter l'équilibre budgétaire, en particulier face à la hausse des dépenses liées à la présence de réfugié·es ukrainien·es. Son plan de retour à l'équilibre budgétaire fait lui

aussi rêver... Il prévoit de « *mobiliser l'intelligence artificielle au sein de l'Administration cantonale vaudoise à des fins d'efficience* », d'analyser les subventions accordées pour identifier celles pouvant être supprimées, et surtout, de mandater des « *experts indépendants* » pour identifier les dépenses jugées superflues. Il s'agit de Serge Gaillard, à qui on doit l'infâme rapport sur l'assainissement des finances fédérales, et du cabinet privé Bolz+Partner Consulting, dont on se demande bien pourquoi il a la charge d'orienter l'action publique.

Mais toute cette orientation austéritaire n'a rien d'une fatalité. Ce budget ne répond pas à des enjeux techniques qu'il s'agit de maîtriser. Il est la conséquence de choix politiques – assumés notamment par le Parti socialiste – de se priver de revenus fiscaux par des baisses d'impôts successives pour les plus riches.

Intérêts de classe contre intérêt général

Contre cette politique de classe, nous maintenons qu'il est possible d'accueillir dignement les exilé·es des guerres impérialistes sans que cela ne remette en cause l'existence de nos services publics.

Contre cette politique des caisses vides, nous luttons pour des services publics forts, qui disposent de moyens pour implanter des mesures de transition écologique, et dans lesquels les salarié·es peuvent mener leur travail d'intérêt général dans de bonnes conditions. Nous continuerons de défendre cette perspective au Grand Conseil, dans la rue, et sur les lieux de travail !

Anouk Essyad

AU BOULOT LES JEUNES!

Un postulat déposé au Grand Conseil voulait informer les jeunes sur les risques liés à la sortie du monde du travail – sans poser les questions de fond.

Sous le titre « Travail non payé, une preuve d'amour? », le Grand Conseil neuchâtelois vient d'adopter à une large majorité un postulat des Verts libéraux et du groupe POP-Vert·es, amendé par le PLR. Le postulat initial demandait au Conseil d'État une information chiffrée destinée aux jeunes pour les avertir « *des risques de pertes et de la dépendance subie en cas d'arrêt de travail ou de diminution du temps de travail pour se consacrer au travail domestique, entre autres, afin qu'elles et ils prennent des décisions pour leur avenir en toute connaissance de cause* ».

Pas un mot sur le partage du travail domestique, pas un mot sur une réduction du temps de

travail sans diminution du salaire ou sur une autre façon de prendre en compte le travail non rémunéré nécessaire à la reproduction de la force de travail. En demandant de biffer la mention faite au travail domestique – ce qui a été accepté haut la main – le PLR et toute la droite unie a pu se ranger sans hésitation derrière cet appel au boulot qui répond bien aux inquiétudes patronales de voir l'enthousiasme au travail se réduire chez les jeunes.

Mais il est effarant de constater que des député·es de gauche votent en faveur de l'amendement du PLR qui gomme la notion de travail domestique et qu'au vote final une grande partie de la gauche s'engouffre dans cet appel à la discipline bourgeoise du travail.



La droite est parvenue à gommer la question centrale du travail domestique... Action contre AVS21, Neuchâtel, 27 août 2022.

Et le travail invisible?

Quid des préoccupations féministes sur le travail de care gratuit et invisibilisé? Quid des discriminations raciales qui empêchent souvent des requérant·es d'asile de trouver un emploi et même un stage non payé dont ils et elles ont besoin pour valider une formation professionnelle? Pas un mot sur ces points pourtant essentiels.

Que les jeunes se posent des questions sur la finalité de notre société, sur le sens du travail, qu'ils·elles souhaitent des pauses pour voyager ou se cultiver et refusent de se soumettre aveuglément à l'ordre du travail bourgeois, nous réjouissons. Le Grand Conseil (à majorité de gauche), lui, préfère leur faire la morale.

Marianne Ebel



Manifestation après la grève du secteur public et parapublic, Lausanne, 15 décembre 2025

Santé Féminisme Âgisme Vers la grève

VERS UNE ALLIANCE ENTRE SOIGNANT·ES ET PATIENT·ES?

Le SSP organise une table ronde le 24 septembre à Lausanne intitulée « Soins à domicile et en EMS : vers une alliance entre soignant·es et patient·es ». Les organisatrices souhaitent mobiliser les travailleuses de ce secteur très féminisé et peu valorisé mais aussi les bénéficiaires et leurs proches. Entretien avec l'une d'elles, au sujet de la pénibilité du travail, d'enjeux féministes et de la grève du care 2027.

Toi et les autres intervenantes, vous êtes travailleuses en EMS et aux soins à domicile, des secteurs spécialisés dans les soins aux personnes âgées. Quelles en sont les spécificités et les difficultés ?

La première difficulté tient au vieillissement de la population qui entraîne une augmentation du nombre et de la fragilité des personnes souffrant de poly-pathologies et de troubles cognitifs. Permettre à ces personnes de rester à domicile demande des soins et un encadrement de plus en plus complexe.

L'équilibre entre le maintien à domicile et l'hospitalisation peut se rompre à tout moment, avec des personnes à risque de chute ou de déshydratation si elles restent seules à domicile.

La deuxième difficulté, c'est que le système de santé valorise pécuniairement les gestes techniques, mesurables. Les interac-

tions avec les personnes âgées (parfois les seules qu'elles ont, car certaines d'entre elles sont très isolées), le travail émotionnel, relationnel n'est pas compté, ni facturé. Ce système de facturation fait que le temps nécessaires auprès des patient·es est sous-estimé dans le système de remboursement. Les soins doivent être réalisés dans la hâte et le temps supplémentaire alloué au relationnel n'est pas rémunéré.

Finalement le secteur fait face à un manque de personnel qualifié pour la prise en soins de cette population spécifique, ce qui peut mener à de la maltraitance. Cette pénurie s'explique par la pénibilité du travail, physique et émotionnel, avec des horaires étendus et des salaires trop bas pour se permettre de baisser son taux de travail. La conséquence, c'est que le personnel ne reste pas, avec un turnover important.

En quoi ce secteur est traversé par des enjeux féministes ?

Premièrement, c'est un secteur très largement féminisé. Dans l'imaginaire collectif, être soignantes est une vocation pour les femmes : prendre soin serait dans leur ADN, ce serait inné. Cette naturalisation justifie de nous payer moins cher et de dévaloriser notre profession. Alors que c'est complètement faux : nous avons une formation, avec des compétences qui s'apprennent. C'est une profession très exigeante.

C'est un aussi un enjeu féministe car les femmes vivent plus longtemps et sont sur-représentées dans notre patientèle. Elles subissent des discriminations médicales liées à leur genre et à leur âge. Cette population est aussi peu incluse dans les essais cliniques, menant des traitements qui sont inadaptés, par exemple en termes de dosage de médicaments.

Vous appelez à construire une mobilisation incluant les bénéficiaires et leurs proches. Quels moyens d'actions peuvent être envisagés pour y parvenir ?

C'est un secteur où on a énormément de peine à mobiliser les travailleuses pour toutes les raisons évoquées ci-dessus. S'y ajoute du découragement voir du désespoir et la peur d'une confrontation avec l'employeur, de perdre son travail. On se sent comme David contre Goliath – Goliath étant ici un imbroglio entre responsables politiques et assurances. Les travailleuses sont aussi très fragmentées : il existe plusieurs structures, publiques et privées. Elles travaillent donc isolées les unes des autres et se croisent peu entre leurs visites auprès des patient·es

Dans ce contexte, il nous semble difficile de mobiliser les patient·es et leurs proches depuis l'intérieur de nos lieux de travail. Notre idée, c'est donc d'essayer de commencer par l'extérieur. Les baby-boomer·euses par exemple : certain·es sont engagé·es aux niveau politique ou syndical avec une expérience d'organisation collective. Le système de soins actuel représente ce qu'ils désirent pour leurs parents ? Et pour elleux ensuite ? Le but est que les usager·es deviennent actrices du système pour défendre le système de soins aux personnes âgées qu'elles souhaitent.

Comment cette lutte s'inscrit-elle dans la préparation pour la grève féministe du 14 juin 2027 ?

Bien sûr, les soins aux personnes âgées s'inscrivent dans le travail de care. Je pense que c'est important qu'on mobilise au-delà du côté rémunéré des soins : des proches aidant·es aux entraides de voisinage. Déjà ça fait du bien de voir qu'il y a des gens qui s'inquiètent des autres.

Nous allons essayer de nous organiser avec les collègues, bien sûr, mais c'est difficile car on ne peut pas complètement arrêter le travail et laisser les patient·es seules. Il nous faudra trouver des alternatives à la grève complète. Passer par le care « informel », ça ouvre des espaces de lutte moins confrontants que d'aller à l'encontre de son employeur. Cela va permettre aux gens de s'engager en prenant moins de risques, car on constate une grande peur du licenciement dans notre secteur. Cela permet aussi de mobiliser plus largement que sur les lieux de travail, dans la société tout entière.

Propos recueillis par Gaara

COMBATTRE L'ANTITSIGANISME, COMBATTRE L'ÉTAT

Lors de l'Université d'été du NPA-A, nous nous sommes entretenus sur l'histoire et l'actualité de l'antitsiganisme avec Ritchy Thibault, militant révolutionnaire antiraciste. Co-fondateur et porte-parole du collectif ZOR (« force » en romanès et en manouche), il a récemment publié *Voleurs de poules ! Combattre l'antitsiganisme* (Libertalia, 2026).

Quelles réalités recouvre la catégorie tsigane ?

Au fondement de l'antitsiganisme, il y a cette figure fantasmée et effrayante du tsigane qu'il faudrait contrôler et dompter. Le terme *tsigane* est un exonyme, un qualificatif extérieur aux groupes concernés. Dernièrement, les institutions européennes utilisent de plus en plus le terme *Roms* de manière générique, ce qui alimente aussi l'antitsiganisme en effaçant les singularités des collectifs. Car derrière ces étiquettes racialisantes, il y a une diversité protéiforme de collectifs.

D'un côté, il y a les quatre principaux groupes romani, les Roms, les Manouches, les Sinti et les Gitans. De l'autre, deux autres groupes que l'on peut qualifier de voyageurs, avec un mode de vie itinérant, les Yéniches et les Voyageurs. Ces gens-là, qui sont des autochtones issus de diverses régions européennes, subissent l'antitsiganisme et sont aussi considérés comme Roms par les institutions, ce qui est un non-sens.

Nous ne sommes pas face à un peuple, ni à une nation, mais face à une myriade de groupes qui n'ont cessé de se mélanger les uns les autres. Les gens se désignent tous par un ou plusieurs d'entre eux. Je me refuse donc à entrer dans une logique identitaire, ethnicisante ou racialisante, parce que les collectifs romani et voyageurs sont aux antipodes de ces notions caractéristiques des États-nations européens. Ils viennent à la fois d'ici et d'ailleurs, de partout et de nulle part.

Comment s'exprime l'antitsiganisme ?

C'est un racisme omniprésent dans notre société. Il ne se passe pas une journée sans qu'il n'y ait d'actes ou de propos antitsiganes. À la suite d'installations des Voyageur·ses – principalement durant l'été – on observe de véritables déchaînements, des appels au meurtre et des messages faisant l'apologie du nazisme et du génocide contre ceux-ci.

C'est aussi un racisme qui tue. En Haute-Savoie le 22 février 2024, Angela Rostas, une mère de famille rom d'une quarantaine d'années, enceinte de plusieurs mois, a été abattue par deux chasseurs qui avaient constitué un groupuscule antitsigane. Ils avaient déjà tiré sur des Voyageur·euses par le passé.

Mais c'est aussi un racisme institutionnel et systémique. C'est l'une des populations proportionnellement les plus visées par la répression carcérale.

La gendarmerie nationale joue un rôle central dans l'antitsiganisme. Les collectifs romanis et voyageurs subissent un continuum des violences policières et judiciaires en France, allant parfois jusqu'au meurtre. Le 20 mars 2017, Angelo Garand a été abattu par cinq hommes du GIGN, l'unité d'élite de la gendarmerie nationale. Il était à son domicile familial, entouré des siens, sans défense. Il n'y a jamais eu de procès en France et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a récemment déclaré que l'État français n'avait pas violé son droit à la vie. La plus haute institution garante du res-

pect des droits humains dans l'UE considère que les Voyageur·ses n'ont pas le droit à la vie. Ça donne une idée de ce qu'est l'antitsiganisme concrètement.

L'antitsiganisme va aussi être au cœur de la campagne présidentielle qui vient. Le 2 août, journée de commémoration officielle du génocide des personnes romani-voyageuses, Gabriel Attal s'est exprimé sur le sujet. Dans les colonnes du *JDD*, un journal d'extrême droite détenu par Vincent Bolloré, il a déclaré qu'il fallait lutter contre les « installations illicites » des Voyageur·euses.

À la suite de cela, avec Lise Foinéau [*anthropologue ayant réalisé sa thèse sur les formes politiques d'un collectif romani, ndlr*], nous avons recensé en un mois 606 articles dans la presse nationale et régionale. Parmi eux, 60 % associent dans leur titre ou leur chapeau les mots « illégal » ou « illicite » à l'expression « gens du voyage ».

À quand remonte l'antitsiganisme ?

L'affirmation des États-nations européens est corrélée à l'antitsiganisme. Très tôt, des politiques de persécution vont être mises en place. Au 17^e siècle, Colbert, alors ministre de Louis XIV, condamne les voyageurs aux galères. En Espagne, au 18^e siècle, l'Église catholique organise des persécutions, ce qui représente l'une des premières tentatives de génocide sur le continent européen. En Suisse, entre les années 1920 et 1970, il y a eu une politique de placement systémique d'enfants Yéniches, Voyageurs et Roms dans des orphelinats et des

institutions où ils-elles étaient exposés à des violences sexuelles. En 2025, le Conseil fédéral a qualifié cette politique de crime contre l'humanité.

Tout cela s'accompagne également de dispositifs de surveillance, de fichage et de répression particulièrement efficaces. En France, on observe une traque administrative des voyageurs, d'abord mise en place en 1895 avec un recensement des bohémiens, romanichels et nomades. Cela donne lieu à une série de débats parlementaires, qui débouchent sur la loi du 16 juillet 1912. Cette dernière oblige celles et ceux que l'on fait rentrer dans la catégorie de « nomade » à porter un carnet anthropométrique dès l'âge de 13 ans, qu'il faut faire signer par les autorités à chaque entrée et sortie d'un territoire.

Ce document est créé sur le modèle de l'anthropométrie judiciaire. Cela veut dire qu'une population civile entière, sur un motif racial, va se voir utiliser contre elle un dispositif jusqu'alors utilisé pour traquer les criminel·les prétendus les plus dangereux·es pour la société. Et cela se poursuit sous des formes différentes, avec le livret de circulation, aboli en 2017 grâce au combat des collectifs de Voyageurs et Voyageuses.

Mais la catégorie de « gens du voyage », mise en place en 1969, est toujours en vigueur et place les Voyageurs dans une situation d'apartheid juridique. Cela signifie qu'ils n'ont ni les mêmes droits ni les mêmes obligations que le reste de la population française,

Michèle Badea, membre du collectif de jeunesse Romani et Voyageur ZOR tient un portrait d'Angela Rostas, mère de famille rome assassinée par des racistes en 2024. Rassemblement pour la reconnaissance du génocide tsigane, Paris, 16 mai 2026



alors que parmi elles et eux, il y a un grand nombre de personnes autochtones.

Aujourd'hui, quelle place la société réserve-t-elle aux collectifs romani et voyageurs ?

Il y a une guerre quotidienne menée par l'État français, mais pas uniquement, contre les voyageurs et les voyageuses, qui se traduit par toute une série de discriminations et de politiques guidées uniquement par la haine. Je considère qu'il y a un passage du génocide à l'ethnocide : à défaut d'avoir réussi à exterminer physiquement nos ancêtres, il y a une volonté des États-nations européens contemporains de faire disparaître les singularités des collectifs romani et voyageurs.

À l'école, l'État malmène les parents voyageurs pour les contraindre à scolariser leurs enfants lorsqu'ils ne le souhaitent pas, et lorsqu'ils le désirent, il y a des entraves. En France, il y a même une ségrégation de l'espace scolaire avec des classes dites « *gens du voyage* ». Des enfants, selon des critères raciaux, sont séparés des autres enfants.

Il y a aussi une ségrégation socio-spatiale. Les collectifs voyageurs ont une assignation à résidence nationale sur des aires dites « *d'accueil* ». Ils subissent le racisme environnemental, car ils sont relégués à la marge, dans des lieux de vie pollués dangereux pour la santé humaine, à proximité d'usines, de sites industriels, de déchetteries. À Lille, dans le nord de la France, des camarades de l'association Da So

Vas (« tendre la main » en Romani), condamnés à survivre entre une cimenterie, une concasserie, un site industriel et un champ de pesticides, luttent pour l'habitat digne. Là-bas, 8 enfants sur 10 ont des maladies respiratoires graves. L'espérance de vie dépasse rarement les 55 ans. Grâce à leur mobilisation, ils et elles ont enfin obtenu d'être relogées par la commune.

En parallèle de cette politique de sédentarisation forcée, les Voyageur-ses sont contraint-es à l'errance. Lorsqu'ils-elles choisissent de se sédentariser et souhaitent acheter des terrains, les municipalités et collectivités locales les font préempter et émettent des avis d'expulsion incessants. La grande majorité des communes françaises interdisent de laisser plus de trois mois une caravane sur un terrain. En plus du harcèlement juridique et policier, il y a des lois qui exposent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour les Voyageur-ses en stationnement illicite. Mais ils sont contraints au stationnement illicite puisque l'État français ne construit pas suffisamment de places.

Les Voyageur-ses n'ont donc pas le droit d'être sur le voyage, mais ils-elles n'ont pas non plus le droit de s'arrêter où ils-elles veulent, ni même de se sédentariser alors que l'État veut les sédentariser. Ce qui montre que derrière le débat de la sédentarisation, il y a le débat plus important encore du racisme. L'antitsiganisme, ce n'est pas tant un antagonisme entre nomadisme et sédentarité. C'est une question raciale. La

preuve étant que les personnes sédentaires d'origine romani et voyageuses continuent à subir le racisme une fois sédentarisées.

Je dirais qu'il y a une atmosphère de mort dans la vie des voyageurs et voyageuses. La mort est omniprésente, du fait de l'espérance de vie largement inférieure au reste de la population, des crimes et violences policières, et de la situation de détresse sociale et psychologique accrue qui contraint certaines personnes au suicide. C'est malheureusement le cas d'un nombre de personnes dans ma famille ces dernières années.

Quelles perspectives émancipatrices vois-tu actuellement ?

Depuis toujours, les voyageurs et voyageuses résistent avec beaucoup de force à la société des *gadje*, les personnes qui ne sont ni romani ni voyageuses. Par exemple, à défaut d'avoir des lieux sur lesquels stationner de manière licite, on a développé des méthodes pour ouvrir une place, s'y installer pendant quelques jours, se raccorder de manière sauvage à l'eau et l'électricité.

Il y a aussi des pratiques de résistance liées aux coutumes et traditions mortuaires, face à un État qui a un rapport de plus en plus réglementé. Chez nous, il est d'usage de veiller la personne décédée à notre domicile jusqu'aux obsèques. Dans le cas des morts dites suspectes (accident, suicide), une autopsie doit être faite, mais peut prendre plusieurs jours, voire semaines. Quand ça arrive chez nous, les voyageurs engagent un rapport de force avec

l'État, en bloquant des routes, et obtiennent très souvent que l'autopsie ait lieu en une journée pour pouvoir récupérer le corps le plus vite possible.

Et quand on est incarcéré, on nous refuse généralement les permissions de sorties exceptionnelles pour assister aux obsèques de nos proches, même en étant menotté-e et sous escorte policière. Les juges d'application des peines considèrent que le risque d'évasion est plus fort chez les voyageurs. Face à cette discrimination, on entre aussi en confrontation directe avec les autorités. Au mois de janvier, j'ai perdu mon grand-père alors que mon père était incarcéré. Avec des cousins et cousines, on a bloqué la départementale pour obtenir une permission de sortie.

Il y a aussi toutes les campagnes pour la reconnaissance du génocide des nomades en France, entre 1939 et 1946. Ce génocide fait l'objet d'un déni absolu de la part de la République française, bien que sa responsabilité soit démontrée scientifiquement par les travaux de Lise Foisneau notamment.

Le 30 mai 2026, la veille de l'anniversaire des 80 ans de la libération des derniers nomades en France, le 1^{er} juin 1946 dans le camp des alliés près d'Angoulême, on a organisé une mobilisation à Coudrecieux, dans la Sarthe. Là-bas, pendant un peu plus de deux ans, dans l'ancienne verrerie, il y a eu un camp de concentration pour nomades, dans lequel ont été enfermées 400 personnes. Plusieurs y sont mortes, notamment un nourrisson. ➔

Ce camp, géré par les autorités françaises et nazies, est le dernier à garder des traces matérielles du génocide des personnes nomades en France. Tous les autres ont été effacés, détruits. Il y a des inscriptions, des noms, des fresques magnifiques qui représentent des topos de la vie quotidienne des voyageurs et des personnes romani avant la Seconde Guerre mondiale. C'est extrêmement précieux, mais les autorités et les propriétaires du château qui jouxtent le site refusent de préserver ce lieu.

Alors face à ce refus, nous avons organisé une manifestation réunissant 150 personnes descendant·es des personnes qui y avaient été internées. Nous avons enfoncé les grilles de la verrerie, qui était interdite d'accès avec un arrêté pris par la municipalité. Nous avons bousculé quelques gendarmes et on est rentré sur le site avec Madeleine Lenfant, 89 ans, qui avait été internée là-bas. Nous avons photographié les dernières traces du génocide de nos ancêtres. C'était particulièrement émouvant.

Voilà des exemples d'action directe et de résistance des voyageurs, qui pourront conduire à l'émancipation collective.

Vois-tu un avenir dans la reconnaissance d'une nation rome ?

L'ethnonationalisme est à l'origine de l'antitsiganisme. En ce sens, il ne constituera jamais une voie ou un chemin d'émancipation pour les personnes romani et voyageuses. Il faut bien sûr combattre le racisme dans ses effets et conséquences. Mais si on veut être radical dans notre antiracisme, il faut s'attaquer à ses racines, qui sont de deux ordres.

Premièrement, l'identité. Il y a une mutation permanente des collectifs romani et voyageurs ainsi qu'une myriade de rapports au monde qui cassent radicalement la logique de l'identité fixe et immuable.

Deuxièmement, face à l'État, les collectifs romani et voyageurs ont un grand potentiel en matière d'auto-organisation de la vie collective.

Il faut puiser dans cet imaginaire et ces réalités-là, qui participeront à la libération collective et à notre émancipation. Nous avons des choses à proposer, à partir desquelles les peuples peuvent s'inspirer pour leurs combats, pour nos combats, pour notre libération.

Propos recueillis par **Timothé Chételat**

Nirine Arnold



Manifestation contre l'interdiction de la mendicité, Lausanne, 4 novembre 2018

Racisme

Genève

CRIMINALISER LA MISÈRE NOURRIT L'ANTITSIGANISME

À Genève, la répression et les discours racistes illustrent la fuite en avant sécuritaire des autorités. En ciblant des familles déjà extrêmement précaires plutôt qu'en répondant à leurs besoins sociaux, cette politique alimente leur stigmatisation et l'antitsiganisme.

La polémique genevoise sur les campements informels révèle moins un problème de « salubrité » que d'une politique de gestion sécuritaire de la misère. Depuis juin, la Ville annonce 13 tonnes de matériel évacuées, 55 interventions sur des campements et 22 opérations d'évacuation. Fin août, à Saint-Jean, des familles ont ainsi vu disparaître à deux reprises matelas, couvertures et vêtements. Parmi elles, des enfants scolarisés, contraints de dormir à même le sol.

Thèse raciste des « réseaux »

Plutôt que de s'attaquer aux conditions qui maintiennent ces personnes dans la précarité, la conseillère administrative Marie Barbey-Chappuis, chargée de la sécurité, a remis au centre du débat la vieille thèse raciste des « réseaux » et « filières » de mendicité organisée. La droite genevoise s'en est aussitôt saisie pour réclamer davantage de répression.

Pourtant, les professionnel·les et les associations de terrain disent ne pas connaître de tels réseaux à leur échelle et décrivent avant tout des groupes familiaux vivant de revenus extrêmement maigres.

Mesemrom, association genevoise de défense des Roms et de lutte contre l'antitsiganisme, dénonce cette assimilation de familles précarisées à une criminalité organisée. Ce discours réactive un stéréotype raciste ancien : celui de populations naturellement fraudeuses, manipulatrices ou délinquantes.

Après la diffusion des propos de la magistrate, de nombreux commentaires haineux ont visé la communauté rom dans son ensemble. Dans la nuit du 30 au 31 août, des personnes sans abri, dont des enfants, ont même été attaquées à coups de pétards pendant leur sommeil.

Lutte contre les pauvres

La répression produit ainsi elle-même l'insécurité qu'elle prétend combattre : en retirant

matelas et effets personnels, en multipliant les contrôles et en traitant la pauvreté comme une nuisance à disperser, les autorités aggravent des situations déjà extrêmement fragiles. Elles entretiennent aussi un climat dans lequel le racisme antitsigane peut se présenter comme simple défense de « l'ordre » ou de la « salubrité publique » en faveur du reste de la communauté – assumant ainsi que ces personnes en seraient exclues.

Les réponses défendues par Mesemrom et les acteurs et actrices de terrain sont pourtant connues : mise à l'abri durable, bagageries, accompagnement social et respect effectif des droits. La répression de la mendicité a déjà été plusieurs fois désavouée par les tribunaux. Persister dans cette voie, c'est refuser de voir que le problème n'est pas la présence des Voyageur·ses dans l'espace public, mais les conditions sociales qui les condamnent à y survivre.

Antoine Dubiau

LA MAUVAISE MÉMOIRE N'EST PAS LE PROBLÈME

Le 6 septembre 2026, le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland a obtenu 43,8 % des suffrages aux élections régionales en Saxe-Anhalt. Face à un tel résultat, la tentation est grande d'invoquer la « *mémoire courte* » qu'aurait l'électorat allemand. Cette réaction passe à côté de ce qui fonde l'adhésion contemporaine à l'extrême droite.

Face à la progression spectaculaire de l'Alternative für Deutschland (AfD), la question revient presque mécaniquement dans l'espace médiatique mainstream, et même au sein d'une partie de la gauche : les Allemands auraient-ils oublié leur histoire ?

Cette réaction suppose que la connaissance du nazisme et de ses crimes devrait prémunir contre l'adhésion à l'extrême droite contemporaine. Si la continuité historique entre les deux est évidente aux yeux des antifascistes, l'adhésion à l'AfD repose au contraire sur leur déconnexion. La situation en Saxe-Anhalt offre une occasion de questionner cette évidence.

La fausse évidence du repoussoir nazi

De nombreuses études récentes attestent d'un inquiétant recul de la mémoire de la Shoah, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe. Il serait pourtant trompeur d'en déduire mécaniquement la progression contemporaine de l'extrême droite – et de l'AfD en particulier. Une telle interprétation suppose en effet que la connaissance du nazisme suffirait, en elle-même, à détourner de toute force politique s'inscrivant dans sa continuité.

Pourtant, dans son processus de normalisation politique, l'extrême droite contemporaine, et notamment l'AfD, condamne publiquement les crimes nazis et rejette l'étiquette fasciste – tout en

reformulant certains de ses fondements idéologiques et en recyclant certains de ses symboles. S'il ne faut pas la croire sur parole, les effets politiques de ce repositionnement doivent toutefois être pris au sérieux.

La démarcation qu'opère l'AfD est d'autant plus efficace qu'elle peut aisément être reprise par l'électorat lui-même : condamner publiquement le nazisme n'empêche pas de voter pour l'AfD dès lors que celle-ci est considérée comme n'étant pas son héritière stricte. La thèse de la « *mémoire courte* » de cet électorat devient ainsi trompeuse : le problème ne réside pas nécessairement

dans le fait qu'il aurait oublié ce qu'a été le nazisme, mais qu'il ne reconnaît pas dans l'extrême-droite contemporaine la continuité politique que les antifascistes établissent (à raison) entre les deux.

Une dissociation des fins et des moyens

La condamnation contemporaine du nazisme se concentre largement sur les moyens les plus monstrueux qu'il a déployés, au premier rang desquels l'extermination industrielle des Juifs d'Europe. Cette centralité mémorielle de la Shoah est évidemment justifiée par l'importance du génocide, mais elle tend aussi à faire de celui-ci le critère ultime à partir duquel le nazisme est identifié.

C'est ici que l'extrême droite contemporaine dissocie les fins et les moyens du nazisme – et plus largement des fascismes du 20^e siècle. Cette dissociation n'est pas générale : une frange néonazie minoritaire revendique encore explicitement l'héritage du Troisième Reich. Les partis comme l'AfD, en revanche, condamnent publiquement les pratiques génocidaires nazies tout en reformulant le projet de régénération raciale dans des formes compatibles avec le jeu démocratique.

Il ne s'agit donc pas de dire que les électeur·ices de l'AfD penseraient que « *les nazis avaient de bonnes idées* », mais de comprendre comment certaines finalités redeviennent acceptables une fois détachées des moyens auxquels l'histoire les a associées. C'est particulièrement le cas du projet de « *remigration* » qui s'impose progressivement dans toutes les droites radicales européennes :

derrière un vocabulaire administratif de retour, d'expulsion ou d'incitation au départ, l'AfD propose ni plus ni moins que la déportation des personnes considérées comme étrangères. Ainsi, la prétendue différence de moyens masque la continuité d'une même logique politique d'homogénéisation du corps national.

Les limites de l'antifascisme mémoriel

Rappeler les crimes de l'extrême droite à travers l'histoire est insuffisant pour lutter contre ses formes contemporaines. Non seulement parce que celles-ci peuvent se démarquer explicitement des moyens employés par les fascismes historiques, mais aussi parce que leur progression doit être rapportée aux contradictions sociales du présent. Dans le cas de l'AfD comme plus largement des droites radicales européennes, la dégradation des services publics, la hausse du coût de la vie, l'insécurité économique ou encore le sentiment d'abandon politique constituent autant de terrains pouvant faire l'objet d'une politisation raciste.

La dénonciation de leur généalogie fasciste, les manifestations pour la démocratie et les stratégies de cordon sanitaire sont nécessaires, mais ne peuvent se substituer intégralement à l'affrontement sur les causes matérielles de la crise. Une politique antifasciste à visée émancipatrice ne peut donc se réduire à la seule défense de l'ordre démocratique : dans le même temps, elle doit aussi rouvrir le conflit sur la répartition des richesses, l'austérité, l'efficacité des services publics et la dégradation des conditions de vie.

Antoine Dubiau

« Voter AfD, c'est so 1933 ». Manifestation contre l'extrême droite, Bielefeld, 7 février 2025



LES DEMOCRATIC SOCIALISTS À LA CROISÉE DES CHEMINS

L'organisation Democratic Socialists of America (DSA) a connu une rapide croissance depuis la campagne de Bernie Sanders aux primaires présidentielles du parti démocrate en 2016. DSA compte maintenant 120 000 cotisant-es. C'est la plus grande organisation socialiste aux États-Unis depuis un siècle. La victoire de Zohran Mamdani à la mairie de New York sur la liste démocrate en 2025, les débats autour des élections législatives de novembre 2026 et ceux des présidentielles de 2028 l'emmènent à un carrefour historique où la question de son rapport avec le parti démocrate est centrale.

DSA n'est pas une organisation centralisée. Il y a des courants et des contre-courants sur beaucoup de questions – réformistes et révolutionnaires – et une majorité trop neuve pour se positionner sur ces questions. Néanmoins on voit actuellement le renforcement de certaines tendances réformistes et électoralistes ainsi qu'une orientation politique qui transformerait les DSA dans une aile du parti démocrate si elle était menée jusqu'au bout. Ce qui représenterait une faillite historique.

Les enjeux sont énormes pour le sort du mouvement socialiste au moment où Trump tente d'imposer sa vision néofasciste sur le monde. L'organisation DSA deviendra-t-elle l'aile gauche du parti démocrate, l'un des deux grands partis bourgeois qui domine le champ électoral et les leviers de l'État ? Ou alors deviendra-t-il une force politique indépendante qui représentera une alternative aux deux partis capitalistes ?

Exceptionnalisme étasunien et l'indépendance de classe

La question de l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux deux grands partis bourgeois est au cœur de toute stratégie socialiste révolutionnaire aux USA. L'absence d'un parti de masse représentant la classe ouvrière et ses alliés, lié au mouvement syndical comme c'est le cas des partis travaillistes, socialistes, ou com-

Bernie Sanders entouré de militant-es de DSA lors d'un grand meeting «Tax the rich», New York, 29 mars 2026



munistes ailleurs dans le monde, est un bel exemple d'exceptionnalisme étasunien.

La grande alliance mis en place sous le président Franklin Delano Roosevelt dans les années 1930 entre syndicats et organisations noires a servi à lier les travailleur·ses et les communautés racialisées au parti démocrate pendant des décennies. La bureaucratie syndicale a toujours trouvé cette alliance utile, même si les démocrates défendaient peu les intérêts des syndicats.

Mais dans les dernières décennies, la mise en place des politiques néolibérales par les démocrates a remis en cause le soutien électoral des couches ouvrières et populaires à ce parti. Jusqu'au point où, au Michigan, berceau du syndicat UAW [*United Auto Worker, un des plus grands et puissant syndicat étasunien, ndlr*], cinquante pourcent des syndicalistes ont voté pour Trump lors des élections présidentielles de 2024.

Le parti démocrate a donc du mal à se présenter comme un parti progressiste digne du soutien de la classe ouvrière et des couches populaires. Cette situation devrait ouvrir une place à gauche pour un parti anticapitaliste de masse. La construction d'un parti de masse centrée sur la classe ouvrière est un pas indispensable pour tout projet anticapitaliste qui vise à construire une société socialiste. C'est une

idée fondamentale de stratégie et programme socialiste qui remonte aux origines du mouvement socialiste. Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels déclaraient que la formation d'un parti ouvrier et indépendant était un pas indispensable pour l'émancipation des travailleur·ses.

L'expérience Mamdani

La victoire de Zohran Mamdani lors des primaires du parti démocrate a assuré sa victoire ultérieure à l'élection générale pour la mairie de New York. La stratégie de se présenter aux primaires du parti démocrate a le vent en poupe depuis. Mais pour se faire élire, Mamdani avait besoin du soutien politique et financier des démocrates et, derrière elles et eux, des milliardaires qui contrôlent le parti. La gouverneure centriste de New York Kathy Hochul avait bien soutenu Mamdani. Mais un tel soutien crée des dépendances vis-à-vis des forces bourgeoises qui finiront par obliger ce dernier à faire des concessions aux dépens des intérêts populaires.

Les récentes victoires électorales de candidat·es soutenu·es par DSA secouent aussi le parti démocrate. Un débat fait rage en son sein sur la direction du parti et la place des progressistes. Il oppose les « modérés », souvent liés aux grands soutiens financiers qui pèsent beaucoup dans le parti, aux éléments plutôt de l'aile gauche autour de Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez. Les premières se sentent menacées par les progressistes et affirment qu'un profil politique trop à gauche risquerait d'aliéner des électeur·ices modérés. En revanche, Sanders et même quelques modérés éclairés envisagent le parti comme un « grand chapiteau », c'est-à-dire un parti qui regrouperait une variété des positions politiques et idéologiques.

Or, la proposition du parti du grand chapiteau tente certains éléments des DSA. Par exemple, lors de la récente campagne des primaires du parti démocrate pour l'élection au siège de gouverneur du Wisconsin, Francesca Hong, députée démocrate et membre du DSA, était soutenue par les organisations locales de DSA de Milwaukee et Madison (les deux plus grandes villes de cet État). Elle a ouvertement pris position en faveur du grand chapiteau et d'une manière qui fait croire qu'elle soutiendra un tel projet.

D'autres voix au sein des DSA semblent tentées par la possibilité que leur organisation puisse obtenir une place à la table du parti démocrate afin de pouvoir peser sur les choix du parti.

DSA ne soutenait aucun·e candidat·e dans les présidentielles jusqu'à maintenant, mais des membres de sa direction semblent être favorables au soutien de DSA à un·e candidat·e pour les élections de 2028. Ils sont en train de tester le terrain pour voir s'ils peuvent proposer que DSA soutienne une candidate comme AOC dans les primaires du parti démocrate.

Primauté de l'électoratisme

Au-delà de la question de la participation dans les primaires du parti démocrate, l'électoratisme semble prendre de plus en plus d'espace au sein des DSA. Depuis quelques années, l'organisation consacre beaucoup de forces pour soutenir des candidat·es aux élections à divers postes. Presque toutes les candidat·es se présentaient sur des listes du parti démocrate. Les sections locales des DSA mènent souvent des campagnes impressionnantes, mobilisant des centaines, même des milliers de bénévoles qui font du porte-à-porte dans des quartiers stratégiquement choisis. Cette forme de militantisme prend ainsi une place démesurée dans la vie de l'organisation, aux dépens du militantisme sur d'autres champs politiques, dont les mouvements sociaux, les manifestations de rue, et la participation dans des collectifs avec d'autres forces de gauche. En bref, dans la construction d'une démarche de front unique.

On entend aussi, dans les réunions locales de l'organisation, de jeunes militant·es entretenir des illusions sur la possibilité de parvenir à de vraies transformations sociales et anticapitaliste par la voie électorale. Cette orientation réformiste est la même que la social-démocratie allemande prônait à la fin du dix-neuvième siècle.

Les Primaires ou pas ?

La question du rapport au parti démocrate divise depuis très longtemps la gauche radicale étasunienne. Aujourd'hui, on débat de l'utilisation de l'étiquette du parti démocrate lors les élections.

D'un côté, on défend un soi-disant *dirty break* : l'idée que, puisque le système électoral rend très difficile la participation des partis tiers, on doit se servir de l'étiquette du parti démocrate pour obtenir une place sur les bulletins et ainsi pouvoir gagner des élections.

De l'autre, les partisan·es du *clean break* s'opposent à cette politique parce qu'elle va à l'encontre de la lutte pour l'indépendance de classe. Les militant·es de gauche radicale expérimentés qui dé-

fendent cette orientation ne se font pas d'illusions sur la possibilité de prendre le contrôle du parti démocrate et d'y mener une politique indépendante des capitalistes qui le contrôlent. Malgré tout, les illusions sur la possibilité de transformer le caractère de classe du parti démocrate sont très répandues chez les militant·es DSA jeunes et peu expérimentés.

L'horizon morbide du parti démocrate

Le système politique étasunien, centré sur deux partis capitalistes institutionnalisés et comportant des barrières à la participation de partis tiers, enracine l'illusion de deux partis qui seraient très différents, alors qu'au fond ils défendent le même système capitaliste. Le profil conservateur et ouvertement procapitaliste du parti républicain contribue aussi à la fausse illusion que le parti démocrate est un parti qui défend les intérêts des classes populaires, ce qui lui permet de cacher son caractère capitaliste, raciste, et impérialiste.

Depuis la grande coalition des syndicats et des organisations noires américaines, le parti démocrate sert à intégrer, et donc cantonner, la classe ouvrière dans les institutions de l'État bourgeois.

La perspective politique des socialistes qui imaginent s'intégrer au parti démocrate pour trouver une « place à la table », peser sur ses orientations, voire en prendre le contrôle est illusoire. Pire, une perspective d'intégration au parti démocrate avec l'électoratisme comme activité politique principale gâcherait l'énorme potentiel et l'opportunité historique d'aider la classe ouvrière et les communautés racialisées à rompre avec le parti démocrate.

Où va le DSA ?

DSA se trouve donc à un carrefour historique. Sa rapide croissance depuis dix ans fait preuve de la possibilité de construire une grande organisation socialiste aux États-Unis. Les DSA continueront-ils à tenir une place subordonnée au sein du parti démocrate, ou traceront-ils un chemin qui aidera la classe ouvrière et toutes les opprimés à sortir de la mainmise des démocrates et trouver une voix indépendante vers un parti ouvrier de masse ? La seconde voie semble être un pas indispensable pour tout projet de transformation sociale anticapitaliste. Les DSA seront-ils prêts à sauter le pas ?

Kay Mann membre de Solidarity, section de la IV^e Internationale aux États-Unis



JURA: QUE FAIRE DE LA CONSTITUTION?

Il y a 50 ans, l'Assemblée constituante jurassienne se réunissait à Delémont pour la première fois. À l'issue de ses travaux, l'État jurassien trouvait sa légitimation en droit, mais un bilan critique s'impose aujourd'hui pour comprendre quelques-uns des apports, mais aussi les limites de ce mouvement pour l'autonomie jurassienne.

De 1947 au milieu des années 1970, le Rassemblement jurassien s'est activé pour mobiliser les gens dans le but d'obtenir l'émancipation des six districts jurassiens à l'égard du Canton de Berne. La lutte s'est amplifiée au cours des années 1960, notamment au lendemain des mobilisations populaires contre les places d'armes dans les Franches-Montagnes, de même qu'avec le recours à l'action directe par le Groupe Bélier, mouvement de jeunesse militant, quelques années après sa création en 1962.

Le 23 juin 1974, une majorité de la population jurassienne approuve la création d'un canton, ouvrant la voie à la rédaction d'une constitution qui débute le 12 avril 1976.

Le Canton du Jura, bien qu'il n'inclue que trois districts, auxquels s'ajoute aujourd'hui la commune de Moutier, peut être considéré comme l'aboutissement de ces luttes. Cependant, qu'est-ce qu'un État ? C'est l'ensemble des

institutions séparées de la société qui sanctionnent et maintiennent, à notre époque, le cadre de la vie sociale, c'est-à-dire les conditions-cadre du capitalisme : les infrastructures, le droit, les investissements, la contrainte au travail salarié, le commerce, le profit; bref, une organisation sociale dominée par l'économie.

La bourgeoisie à la manœuvre

À l'époque de la Constituante jurassienne, la Ligue Marxiste Révolutionnaire caractérisait la direction du mouvement autonomiste comme une organisation de la petite et moyenne bourgeoisie désireuse de se dégager du Canton de Berne pour s'intégrer sur une base propre à l'État fédéral suisse. Au-delà de ce qu'elle pouvait avoir de schématique ou doctrinaire, une telle description n'était pas dénuée de sens. Parmi les auteurs de la Constitution jurassienne, on trouvait généralement des diplômés de l'enseignement supérieur,

d'orientation libérale et conservatrice. Aimant le terroir, comme ils se plaisaient à le dire d'eux-mêmes, ils se rattachaient de multiples manières aux secteurs de la propriété foncière, du capital industriel, des banques et des assurances : parmi les 50 constituant-es (dont une femme), 34 avaient une position sociale avantagée.

Cependant, nous devons aussi considérer que le mouvement autonomiste s'est développé dans une période marquée par des bouleversements tels que les luttes pour la libération nationale dans les pays coloniaux, les révoltes étudiantes et les luttes ouvrières en Europe, la révolution portugaise de 1974, la fin des autres dictatures en Europe méridionale. Ces mouvements et leurs idéaux, sans doute, ont inspiré la partie plus radicale du mouvement, comme le Groupe Bélier par exemple, et tout cela ne pouvait pas manquer d'exercer une influence sur la future constitution.

Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, alors que la Constitution fédérale garantit la propriété de manière absolue, la Constitution jurassienne, à son Art. 12, al. 1, dit qu'elle doit avoir une fonction sociale autant que privée, puis selon son al. 3 :

« Dans un intérêt public prépondérant, l'État prend des mesures pour empêcher l'exercice abusif de la propriété, notamment quant au sol, aux habitations et aux moyens de production importants ».

Il faut évidemment considérer que l'État jurassien s'intégrait à l'État fédéral et que sa constitution se conformait à la Constitution suisse. Qui plus est le Code civil, sous les apparences austères de la loi, sanctifie la propriété privée.

Expropriations constitutionnelles

Si l'on veut maintenant faire un bilan pratique pour le 50^e anniversaire, on constate que la manière de se gouverner du Canton du Jura ne diffère vraiment ni de celle des autres cantons ni de celle de la Confédération. C'est ainsi qu'en 2004, le Parlement jurassien se prononçait pour une diminution de la fiscalité des personnes et des entreprises, puis de multiples baisses d'impôts allaient déployer leurs effets au fil des années.

Voilà pour la critique, mais faut-il en rester à la désillusion ? Il y a dans la Constitution jurassienne quelques principes dont les mouvements sociaux peuvent se revendiquer. N'ayant que peu de place, nous ne prendrons qu'un exemple ou deux. À son Art. 8, la constitution garantit la liberté d'exprimer et de diffuser des opinions, de même que la liberté d'association, de réunion et de manifestation publique, sans y apporter aucune des limitations policières et sécuritaires qu'on rencontre de plus en plus fréquemment en Suisse et dans les pays qui nous entourent.

Les restrictions au droit de propriété qu'on trouve à l'Art. 12 pourraient être mises en avant, par exemple, dans une situation où les travailleurs d'un secteur menacé de fermeture décideraient de s'emparer des moyens de production sur une base coopérative, avec un projet de reconversion des activités bénéficiant d'appuis dans la population. Dans un contexte comme celui-là, mais il y aurait d'autres exemples, un mouvement social pourrait exiger du gouvernement qu'il soutienne la lutte en suivant la constitution.

Christian Frund

Manifestation à La Neuveville (Jura-Sud), 16 mai 1976





Rencontre entre le président de la FIFA Gianni Infantino et Donald Trump à la Maison blanche, 22 août 2025

Sport International National Palestine

À GAZA, LA SUISSE JOUE LE JEU D'INFANTINO ET DE TRUMP

Cinquante mini-terrains, une académie, un stade de 20 000 places, voilà la promesse faite par la FIFA pour «reconstruire Gaza par le football». Ce projet morbide révèle un changement de nature de la Fédération, qui a pourtant le soutien d'Ignazio Cassis.

Le 19 février 2026 à Washington, Gianni Infantino, président de la FIFA, apparaît lors d'une réunion du «Board of Peace», l'organisation parallèle à l'ONU lancée par Donald Trump pour piloter la «reconstruction» de Gaza. Symbole de la complaisance institutionnelle, le Comité International Olympique (CIO) estime que sa présence ne viole pas la neutralité politique – Infantino paradant pourtant auprès de figures de l'extrême

droite internationale comme Javier Milei, président argentin, et Viktor Orbán, premier ministre hongrois.

Une « nouvelle Gaza » sans les Gazaoui-es

Le président de la FIFA annonce un partenariat formel avec le Board of Peace estimé à 75 millions de dollars : 50 mini-terrains, 5 terrains aux normes FIFA, une académie et un stade national de 20 000 places à Gaza. Une vidéo générée par intel-

ligence artificielle montre des terrains surgir des ruines, des foules en liesse et des enfants sur des pelouses vertes. «Le football comme pont vers la paix, la dignité et l'espoir» annonce la voix off. Le communiqué de la FIFA ne mentionne pas de consultation préalable de la Fédération Palestinienne de football (PFA), qui représente officiellement le football palestinien.

Et pendant qu'on promet des terrains aux Gazaoui-es, les footballeur-euses palestinien-nes sont assassiné-es. Selon la PFA, 421 footballeur-ses ont été tué-es par Israël depuis octobre 2023, dont 103 enfants. Cette violence contre les sportif-ves palestinien-nes ne commence pas en 2023 : des cas d'athlètes blessé-es par des tirs israéliens sont documentés depuis des années. Peut-on prétendre reconstruire le football palestinien sans l'institution qui le représente et ses joueur-ses ? La question ne semble pas effleurer Gianni Infantino.

La Coupe du monde comme actif

Infantino n'en est pas à son coup d'essai en politique. Le 5 décembre 2025, il remettait à Donald Trump le tout nouveau Prix FIFA de la paix, créé sans l'aval du Conseil de la FIFA. Mais ce virage est aussi financier. Le 28 juillet 2026, au sortir de la Coupe du Monde la plus financiarisée de l'histoire, la FIFA annonce la création de la FIFA Forward Enterprise (FFE), une filiale commerciale valorisée à 20 milliards de dollars, qui détiendrait les droits de la Coupe du Monde

et d'autres compétitions. Jusqu'à 20 % du capital serait ouvert à des investisseurs privés.

L'investisseur principal est Thrive Eternal, fonds créé par Joshua Kushner, frère du gendre de Donald Trump. JP Morgan pilote l'opération tandis que l'ancien patron de Liberty Media, Greg Maffei, et l'ex-PDG de Disney, Bob Iger, en sont conseillers. Ce montage appelé à commercialiser les compétitions de la FIFA témoigne d'une grande proximité avec la nébuleuse trumpiste. Si des fédérations se sont opposées au projet, c'est avant tout pour des raisons de guerre de pouvoir. Par exemple, la Ligue des Champions, sous son nouveau format plus lucratif que jamais, sert d'abord les intérêts de l'UEFA, dont le président, en conflit ouvert avec Infantino, nourrit l'ambition de placer un de ses proches à la tête de la FIFA.

Et la Suisse dans tout ça ?

Le 26 novembre 2025, la Confédération alloue 23 millions de francs d'aide humanitaire au « plan de paix » étasunien pour Gaza, dont une partie doit financer un projet de la FIFA. Elle cofinance également des terrains de football en Cisjordanie, un projet prévoyant 10 mini-terrains, dont 5 en territoires palestiniens occupés. Au total, la Suisse pourrait contribuer jusqu'à 600 000 francs.

Le DFAE, département d'Ignazio Cassis, avait alerté en interne sur les « risques pour la réputation de la Suisse ». Mais Cassis a donné son « soutien total » à l'accord et décrit le projet comme « l'aide humanitaire dans sa forme la plus pure ». Infantino s'est dit « fier » du soutien du gouvernement suisse. En plein génocide, la Suisse choisit de financer et légitimer une opération dite « humanitaire » qui utilise le football pour assoir la politique coloniale étasunienne en Palestine.

Sous Infantino, la FIFA devient donc un acteur politique de même rang qu'un gouvernement national. La Fédération se transforme politiquement, en s'alliant à Trump ; financièrement, en cherchant des investisseurs privés ; et en termes de gouvernance, Infantino distribuant des prix et contournant le Conseil de la FIFA.

La Suisse, pays hôte de la FIFA, se rend complice de ce détournement du football à des fins impérialistes. Malgré tout, après trois ans de guerre génocidaire, le championnat de foot a repris ce mois-ci à Gaza : populaire et en résistance. Offrons-lui toute notre force et notre solidarité.

cl

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

LAPOSTE

solidarités

469

18 09
2026

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant·es, AVS, AI Chômeur·ses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 Retraites
La droite n'a pas digéré l'amélioration de l'AVS

4 Éducation
Financer son école à la place de l'État

5 Genève
Un autre budget est possible et nécessaire!

6 Vaud
Encore un budget austéritéaire
Neuchâtel
Au boulot les jeunes !

7 Santé
Vers une alliance entre soignant·es et patient·es ?

8-10 Racisme
Combattre l'antitsiganisme, combattre l'État

11 International
AFD: la mauvaise mémoire n'est pas le problème

12-13 Santé
Les Democratic socialists à la croisée des chemins

14 Histoire
Jura: que faire de la Constitution ?

15 Sport
A Gaza, la Suisse joue le jeu d'infantino et de Trump



Contribution
de l'illustratrice
Fanny Bocquet
à la coalition
« Pas d'étés
à 50°C! ».
Touxtes aux
manifs!